

déchets du BTP à l'horizon 2020. Elle fixe également, pour la première fois, un objectif dans les travaux sous commande publique :

- **à partir de 2017, 50 %** des matériaux nécessaires pour les **chantiers routiers** sont **issus du réemploi, de la réutilisation ou du recyclage** des déchets, avec un taux de 20 % pour les couches d'assises et de 10 % pour les couches de roulement ;
- **à partir de 2020**, ces mêmes taux sont fixés respectivement à **60 %, 30 % et 20%** (art 79 de la loi du 17 août 2015).

■ 1.1.3. *Le rôle de l'Union Européenne dans l'évolution environnementale*

Tour à tour moteur et frein pour les transformations, le rôle de l'Union Européenne ne peut pas être éludé :

– **En matière de gestion de déchets :**

- 1975 – Première directive relative aux déchets (**directive 75/442 du 15 juillet 1975**)
- 1997 – Avis du 11 novembre 1997 définissant la nomenclature des déchets modifié par l'Annexe II, Décret du 18 avril 2002 concernant les déchets dangereux : classification des déchets
- 2006 – élargissement de la directive précédente pour favoriser la valorisation des déchets et l'utilisation des matériaux de valorisation comme matières premières afin de préserver les ressources naturelles » (Directive 2006/12/CE).
- 2008 – intégration des orientations générales sur les déchets (directive 2008/98/CE) avec l'obligation de hiérarchiser la gestion des déchets, avec par ordre de priorité, le réemploi, la réutilisation, le recyclage, la valorisation et enfin l'élimination.

– **En matière de construction :**

- 1989 – Directive « produits de construction » (dite aussi « DPC » n° 89/106/CEE) des ouvrages de construction conçus et réalisés de manière à ne pas compromettre la sécurité des personnes, des animaux domestiques et des biens, et à ne pas nuire à l'environnement. Cette directive fixe des objectifs à atteindre, appelés les exigences essentielles, et laisse à la normalisation le soin de définir dans des spécifications techniques, normes ou agréments, les caractéristiques qui permettront aux produits d'y répondre. Les spécifications sont déclinées soit dans les normes harmonisées (hEN) pour les produits « traditionnels » soit dans les agréments techniques pour les produits « nouveaux ». Un immense travail de normalisation est ainsi lancé à partir des années 1990 concernant plus d'un millier de documents. A noter que les Eurocodes (§ 3.2), qui sont des normes de conception des structures de bâtiments et d'ouvrages pris au